

Questions orales

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Nous favorisons un climat propice à la création d'emplois par le secteur privé. Nous continuerons à le faire. Cependant, nous devons toujours nous attaquer à de très graves problèmes financiers et nous ne lâcherons pas.

Je sais que les députés néo-démocrates se fichent de cet aspect de la politique gouvernementale. Tout ce qu'ils veulent faire, c'est dépenser, dépenser, dépenser . . .

M. le Président: Le député de Thunder Bay.

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL D'AGIR

M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan): Monsieur le Président, le ministre doit reconnaître que son gouvernement prend certaines décisions financières en ce qui concerne les dépenses, comme dans le cas des sous-marins nucléaires. Cet argent pourrait être mieux utilisé pour aider nos municipalités, comme le gouvernement l'a fait pour l'installation de traitement des eaux-vannes d'Halifax, pour donner à nos villes les crédits nécessaires pour remédier aux problèmes de l'environnement créés par un réseau d'égouts insuffisant, des tuyaux de plomb et des routes qui se désagrègent.

Le ministre et le gouvernement vont-ils réétudier la question et accepter de travailler en collaboration avec la Fédération canadienne des municipalités, les provinces et les villes pour reconstruire nos collectivités?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, c'est un autre exemple de demi-vérités qui frisent la malhonnêteté.

Des voix: Règlement!

M. le Président: La réponse du ministre est aussi à la limite de l'acceptable. Je lui demanderais de répondre à la question.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Monsieur le Président, je vais renoncer aux beaux discours et donner les faits. Les propositions du NPD en matière de défense nécessitent une augmentation des dépenses de 1,9 milliard de dollars en plus de ce dont on a parlé pour les sous-marins nucléaires.

M. Blackburn (Brant): Foutaises!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Le député de Brant sait que c'est la vérité parce que c'est lui-même qui l'a déclaré.

Il ne s'agit pas de choisir entre les sous-marins et l'infrastructure. Il s'agit de savoir à qui incombe ce travail.

J'ai répété à maintes reprises que j'aimerais qu'on fasse ce travail mais il incombe aux provinces et aux municipalités. Si cela leur tient autant à coeur que le prétend le député, alors elles devraient s'y attaquer elles-mêmes. Cela relève de leur compétence. Si on commence à dépenser de l'argent dans toutes sortes de domaines relevant de la compétence des provinces et des municipalités, celles-ci ne vont pas l'apprécier. Elles verront aussi le déficit augmenter. Cela provoquera une hausse

des taux d'intérêt et un ralentissement de l'économie. C'est précisément ce que notre gouvernement essaye d'éviter.

* * *

• (1200)

LE LOGEMENT

LE GRAND TORONTO—LES TERRAINS FÉDÉRAUX

M. Alan Redway (York-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé du Conseil du Trésor. Le 2 juin dernier, la présidente du Conseil du Trésor a déclaré à la Chambre que son ministère, et plus particulièrement son Bureau de gestion des biens immobiliers, examinait sérieusement la possibilité de céder des terrains que possède le gouvernement fédéral et dont il n'a pas besoin pour permettre la construction de logements à prix abordables dont le besoin se fait cruellement sentir dans la région métropolitaine de Toronto.

Près de deux mois et demi se sont maintenant écoulés. Quand aurons-nous une décision à ce sujet? Est-ce que tout le monde au ministère est en vacances? Quand pouvons-nous espérer qu'on prenne des mesures à cet égard?

Une voix: Une fois les élections déclenchées.

L'hon. Doug Lewis (ministre d'État et ministre d'État (Conseil du Trésor)): Monsieur le Président, comme je l'ai dit le 27 juin au député, une étude est présentement en cours au sujet des terrains dont le gouvernement n'a plus besoin dans la ville de Toronto. Comme je le lui ait dit ce jour-là, mon honorable collègue sait bien que notre gouvernement a pour politique de liquider les terrains dont le gouvernement n'a plus besoin et de faire le meilleur usage des terrains qu'il possède.

Conformément à cette politique et conformément aux efforts de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, nous examinons ces terrains, et dès que nous aurons un plan complet à cet égard, nous l'annoncerons.

* * *

LES GARDERIES

LE DISCOURS DU PREMIER MINISTRE

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre suppléant et porte sur le discours prononcé hier par le premier ministre, vantant sa politique sociale, qui contenait un certain nombre de contre-vérités et de fabulations.

Des voix: Règlement.

Des voix: Oh, oh!